



EMILIO MOYOAVORO

L'ascension d'un banquier de terrain à la tête de la Bange Bank/Guinée-équatoriale

P.8

Journal d'informations générales - Autorisation n°177/RDD/C19/BAPP du 11/06/2004 - Prix : 400 frs cfa N° 921 DU 24/04/2026

LECAMEROUN MATIN

Fondateur: Directeur de Publication : KATI Guy Martial - Tél. : 242 01 76 27 / 699 81 10 80 - email : dplecamerounmatin@yahoo.fr 22^{ème} année

JEANNETTE MARCELLE GOTCHANGA,
AMBASSADEUR DE LA RCA AU CAMEROUN

Une méthode managériale au service du rapprochement entre Bangui et Yaoundé

P.12

PORT AUTONOME DE DOUALA-BONABÉRI

Retour sur une réforme musclée entre souveraineté, modernisation et recomposition économique

Au Port de Douala-Bonabéri, les mutations engagées, depuis près d'une décennie, redessinent en profondeur les contours de la gouvernance portuaire camerounaise. Entre reprise en main des activités stratégiques, redéfinition des partenariats avec le secteur privé, et montée en puissance des entreprises nationales, la réforme impulsée par l'Etat et pilotée par le directeur général (Dg) Cyrus Ngo'o, apparaît aujourd'hui comme l'une des plus structurantes du paysage économique du Cameroun. Pp.5-7



PERFORMANCE

La Sic bascule en « mode Rse »

P.3

DANIEL NGASSIKI

L'architecte d'une diplomatie économique entre Brazzaville et Yaoundé

P.11

DJIDDA MOUSSA OUTHMAN

P.10

L'ambassadeur de la République du Tchad au Cameroun entre offensive diplomatique et défis de souveraineté

LE PRESTIGIEUX BORDEAUX

À PORTÉE DE MAIN



ÉLÉGANCE
& TRADITION

Un grand vin
pour les grands
moments.



QUALITÉ
PRESTIGE

Le meilleur
de Bordeaux
chez vous.



Disponible chez

MBC

Société MABACA

B.P: 7180 Douala Cameroun Tél : 699664763

PERFORMANCE

La Sic bascule en « mode Rse »

Autrefois plombée par des déficits chroniques, la Société immobilière du Cameroun (Sic) opère un redressement spectaculaire qui force l'admiration. Sous l'impulsion du directeur général (Dg) Dr-Ing. Sardaouna Ahmadou, le bras armé de l'Etat, en matière de logement, ne se contente plus de construire des murs : il bâtit une stratégie de Responsabilité sociétale de l'entreprise (Rse) d'envergure internationale. Enquête sur une métamorphose où la rentabilité financière sert de moteur au développement durable.



millions l'année précédente. Cette progression fulgurante de 177,1 % témoigne d'une gestion rigoureuse et d'un redressement durable amorcé depuis cinq ans. Cette performance est notamment tirée par une hausse du chiffre d'affaires de près de 9 %, s'établissant à 3,53 milliards Fcfa. La commercialisation réussie de nouvelles résidences, à l'instar de celles du Mfoundi et d'Etetak, a permis de consolider les fonds propres de l'institution, lui offrant la marge de manœuvre nécessaire pour investir dans son nouveau cheval de bataille : la Rse.

Le label « Engagé Rse » : une reconnaissance internationale

Loin d'être un simple concept marketing, l'engagement de la Sic est désormais certifié. L'entreprise a officiellement rejoint la communauté restreinte des organisations labellisées « Engagé Rse » au niveau confirmé par Afnor certification. Ce label, basé sur la norme internationale Iso 26000, vient récompenser un audit approfondi mené sur les impacts sociaux, en-

vironnementaux et économiques de la société. Pour le Dr-Ing. Sardaouna Ahmadou, cette labellisation est une boussole. Elle valide la stratégie de la Sic autour de cinq piliers majeurs : la gouvernance éthique, le développement des ressources humaines, les modes de construction durables, l'ancrage territorial et les résultats environnementaux.

Gouvernance et éthique : l'institutionnalisation du changement

Le 7 avril 2026 marque une date historique pour la gouvernance de la Sic. Par une décision officielle, le Dg a acté la création d'un comité Rse et code éthique. Ce comité de pilotage, présidé par le top management et appuyé par un secrétariat technique, a pour mission de structurer la transformation durable de l'entreprise. Ce dispositif ne reste pas dans les bureaux de Yaoundé ; il se déploie sur le terrain via un réseau d'ambassadeurs Rse présents sur chaque site et direction. Leur feuille de route est ambitieuse : digitalisation Esg(mise en place d'une plateforme digitale pour suivre les indicateurs de performance environnementale et sociale) ; éco-construction(valorisation des matériaux locaux pour réduire l'empreinte carbone des chantiers) ; et certification Edge(engagement dans le processus de certification Edge Buildings pour garantir l'efficacité énergétique des futurs logements).

Le volet social : un accord d'établissement historique

La Rse commence à l'intérieur des murs. En septembre 2025, la Sic a signé un accord d'établissement majeur prévoyant une revalorisation salariale de plus de 25 %. Au-delà de la rémunération, c'est la

structure même du capital humain qui évolue.

La promotion de la diversité est au cœur des recrutements : sur les 25 nouveaux collaborateurs intégrés pour l'exercice 2026, 76 % sont des femmes. Cette volonté de féminisation des cadres et de promotion des jeunes talents s'accompagne d'un vaste plan de formation aux enjeux de la durabilité, transformant chaque salarié en acteur de la transition.

Environnement et cadre de vie : réhabiliter pour durer

Face au vieillissement de certaines citées historiques, la Sic a lancé un plan de réhabilitation audacieux. Entre 2024 et 2026, l'objectif est de rénover 10 immeubles par an(notamment à Messa et à la Cité verte), après des audits environnementaux rigoureux. L'idée est simple : améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments existants, tout en modernisant le cadre de vie des locataires.

Défis et perspectives : réduire le déficit de logements

Malgré ces succès, le défi reste immense. Le déficit de logements au Cameroun impose à la Sic de maintenir une cadence de production élevée. La stratégie Rse ne vient pas ralentir les projets, elle les qualifie. Les nouveaux programmes prévus à Yaoundé, Douala et Garoua intégreront désormais des mécanismes de dialogue avec les parties prenantes et des critères de durabilité dès la phase de conception.

En s'appuyant sur l'expertise du cabinet Afrique Rse, la Sic prouve qu'une entreprise publique africaine peut être à la fois rentable, éthique et écologique. Le passage en « mode Rse » n'est plus une option, c'est le nouveau standard de performance qui lui permettra de remplir durablement sa mission de service public : offrir à chaque Camerounais un logement décent, moderne et responsable.

Pour rappel, la Rse repose sur une intégration volontaire des enjeux suivants : économie(assurer la viabilité et la transparence financière : lutte contre la corruption, éthique des affaires) ; social(garantir le bien-être des salariés et respecter les droits de l'homme : égalité homme-femme, formation), environnement(limiter l'impact écologique : économie circulaire, efficacité énergétique), territorial(contribuer au développement local et dialoguer avec les communautés voisines).

Katson

Il fut un temps, avant 2019, où évoquer la Sic revenait à énumérer une série de défis structurels et financiers. Ce temps semble désormais révolu. Aujourd'hui, la Sic affiche une santé de fer, portée par une croissance insolente de ses bénéfices. Mais le véritable tour de force réside ailleurs : l'entreprise a réussi le pari d'aligner ses performances comptables sur les Objectifs de développement durable (Odd) des Nations-unies.

Une santé financière retrouvée : +177 % de bénéfice net

Le verdict des chiffres est sans appel. Pour l'exercice 2024, la Sic a enregistré un bénéfice net de 592,7 millions Fcfa, contre 213,9

LE CAMEROUN MATIN

Directeur de Publication délégué : Amélie Dita Tél. : 242 01 76 27 / 699 81 10 80 - email : dplcamerounmatin@yahoo.fr

Président du conseil Editorial : Kati Guy Martial	Directeur Administratif et Financier Tolale T.N.	Desk Nord Mouamadou Youssoufa	Edouardo Debassou
Directeur de Publication Kati Guy Martial	Collaborateur Docteur Meva à Meva à	Correspondants Europe (Allemagne) Joël Tioua 0049 16 27 91 33 65	Mise en page Ngombe. O 651 46 68 50
Rédaction Générale Luc Thomas Kenmogne Ojang Stephen Noumbissi Moïse Memouna S. Colette	Desk Yaoundé Momeni Désirée	Correspondant Usa Hambou Eugénie	Edition Ets Le Cameroun Matin
Responsable commercial et de marketing Teudeu Fankam Elodie	Desk Boufoussam Mangwa Jean	Correspondant Canada Fankem MBobda Eric	Impression Macacos
	Desk Douala Luc Thomas Kenmogne Tchako Pierre	Tirage 10 000 exemplaires	Distribution Messapresse-Cameroun
	Desk Nord-ouest Ojang Stephen	Documentaliste N. Tianguen Moïse	
		Maquette	



**LA PROPRETÉ
DANS TOUT
SON ÉCLAT !**



*Huile
végétale pure*

McCam



IL Y AURA DU BONHEUR À TABLE



PORT AUTONOME DE DOUALA-BONABÉRI

Retour sur une réforme musclée entre souveraineté, modernisation et recomposition économique

Au Port de Douala-Bonabéri, les mutations engagées, depuis près d'une décennie, redessinent en profondeur les contours de la gouvernance portuaire camerounaise. Entre reprise en main des activités stratégiques, redéfinition des partenariats avec le secteur privé, et montée en puissance des entreprises nationales, la réforme impulsée par l'Etat et pilotée par le directeur général (Dg) Cyrus Ngo'o, apparaît aujourd'hui comme l'une des plus structurantes du paysage économique du Cameroun. Dernier acte en date : la signature, le 10 avril 2026, d'un partenariat public-privé (Ppp) entre le Port autonome de Douala (Pad) et la société Douala terre-port pour la réhabilitation du terminal régional du quai Boscam. D'un montant de 126,3 milliards de Fcfa, ce projet incarne à lui seul les ambitions d'un port en pleine transformation, mais aussi les tensions et arbitrages qui accompagnent cette mutation.

Pour comprendre les dynamiques actuelles, il faut remonter à 2019. Cette année-là, le président Paul Biya signe un décret réorganisant le Pad. L'objectif est clair : moderniser la gouvernance, renforcer le contrôle de l'Etat sur les activités stratégiques et mettre fin à certaines pratiques héritées du passé. Ce texte fondateur redéfinit les missions du Pad, encadre plus strictement les concessions et impose aux opérateurs une mise en conformité avec le nouveau cadre légal. Il s'agit, en filigrane, de restaurer la



souveraineté portuaire dans un secteur longtemps marqué par une forte présence d'acteurs étrangers. Cette réforme intervient dans un contexte où le port de Douala, principal hub maritime de l'Afrique centrale, joue un rôle stratégique non seulement pour le Cameroun, mais aussi pour les pays enclavés de la sous-région.

La reprise en régie : un tournant décisif

Parmi les mesures les plus emblématiques figure la reprise en main de certaines activités jugées sensibles, notamment le remorquage. Longtemps confiée à l'opérateur privé Boluda-Cameroun, cette activité est reprise en 2020 par une entité publique, la Régie du remorquage. Cinq ans plus tard, le bilan apparaît largement positif. Sous l'impulsion du directeur général du Pad, Cyrus Ngo'o, la régie affiche des performances en nette progression. Le chiffre d'affaires

est passé de 3,3 milliards de Fcfa en 2020 à plus de 7,2 milliards en 2025, tandis que les redevances reversées au port ont significativement augmenté.

Au-delà des chiffres, cette réforme illustre une volonté politique forte : reprendre le contrôle des fonctions stratégiques liées à la sécurité maritime et à la performance opérationnelle. Elle s'accompagne d'investissements dans des équipements modernes, à l'image du remorqueur John Ngu Foncha, et d'une montée en compétences des ressources humaines locales.

Le quai Boscam, symbole de la relance

C'est dans ce contexte de transformation que s'inscrit le projet de modernisation du quai Boscam. Situé sur la rive gauche du Wouri, ce terminal, autrefois dédié au trafic sous-régional, avait progressivement perdu de

sa compétitivité à partir des années 1990. En cause : l'ensablement du site, l'accumulation d'épaves et le manque d'investissements. Pendant des années, cette infrastructure stratégique est restée en marge du développement portuaire, alors même que les besoins en connectivité régionale ne cessaient de croître.

Le partenariat signé avec Douala terre-port vise à inverser cette tendance. Entièrement financé par le partenaire privé dans le cadre d'une concession de 30 ans, le projet prévoit la réhabilitation du site existant, la création d'une plateforme logistique de 20 hectares et, à terme, la construction d'un nouveau quai de 700 mètres.

Selon les projections du Pad, cette opération pourrait générer environ 500 emplois directs et indirects, tout en offrant un taux de rendement estimé à 12,2 %. Mais au-delà des chiffres, c'est toute une vision du développement

PORT AUTONOME DE DOUALA-BONABÉRI

portuaire qui se dessine.

Vers une nouvelle dynamique régionale

L'ambition affichée est de relancer le trafic régional par le cabotage, en facilitant les échanges entre Douala et les ports de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Cette orientation s'inscrit dans le cadre plus large de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui vise à stimuler le commerce intra-africain.

Pour y parvenir, le Pad prévoit la mise en place de procédures simplifiées pour le passage des marchandises et des navires, afin de réduire les délais et les coûts logistiques. Une évolution jugée indispensable dans un contexte de concurrence accrue entre les ports africains.

Le projet de Boscam s'intègre ainsi dans le schéma directeur de développement du port à l'horizon 2050, qui ambitionne de faire de Douala une plateforme logistique moderne, compétitive et connectée aux grands corridors internationaux.

Des tensions autour de la souveraineté économique

Mais cette transformation ne se fait pas sans frictions. La mise en œuvre de la réforme de 2019 a suscité des résistances, notamment de la part de certains opérateurs historiques appelés à revoir leurs positions.

La question de la conformité des entreprises au nouveau cadre légal, en particulier celle de la Société générale de surveillance, a cristallisé les tensions. Pour les autorités portuaires, il s'agit d'une exigence normale dans un Etat de droit : aucun opé-



rateur ne peut exercer sans titre conforme, et les conventions anciennes doivent être adaptées. Mais au-delà de l'aspect juridique, ces débats révèlent des enjeux plus profonds liés à la souveraineté économique. Confier des fonctions stratégiques à des acteurs étrangers sans contrôle effectif est perçu comme un risque pour la sécurité nationale et la sta-

bilité régionale.

Dans ce contexte, certains observateurs plaident pour un patriotisme économique assumé, qui privilégie les compétences locales, tout en maintenant des partenariats équilibrés avec les investisseurs internationaux.

Un potentiel national à valoriser

Le Cameroun dispose en effet d'un vivier important

de compétences dans les domaines de la logistique, de l'ingénierie et de la gestion portuaire. Pourtant, ces acteurs peinent parfois à accéder aux marchés, faute d'un environnement concurrentiel équilibré.

La réforme du Pad vise précisément à corriger ces déséquilibres, en offrant aux entreprises nationales de meilleures opportunités de participation. Mais

PORT AUTONOME DE DOUALA-BONABÉRI



cette ambition suppose une transparence accrue dans l'attribution des contrats et une lutte effective contre les conflits d'intérêts.

Entre modernisation et vigilance

Aujourd'hui, le Pad apparaît comme un laboratoire de la réforme publique au Cameroun. Les avancées enregistrées en matière de gouvernance, de performance financière et de modernisation des infrastructures sont réelles, mais elles restent fragiles. La réussite de cette transformation dépendra de la capacité des autorités à maintenir le cap, à résister aux pressions et à garantir un équilibre entre ouverture aux investissements étrangers et protection des intérêts nationaux.

Dans un environnement mondial, où les ports sont devenus des instruments de puissance économique, la question de la souveraineté portuaire revêt une importance stratégique. Pour le Cameroun, il s'agit non seulement de moderniser ses infrastructures,

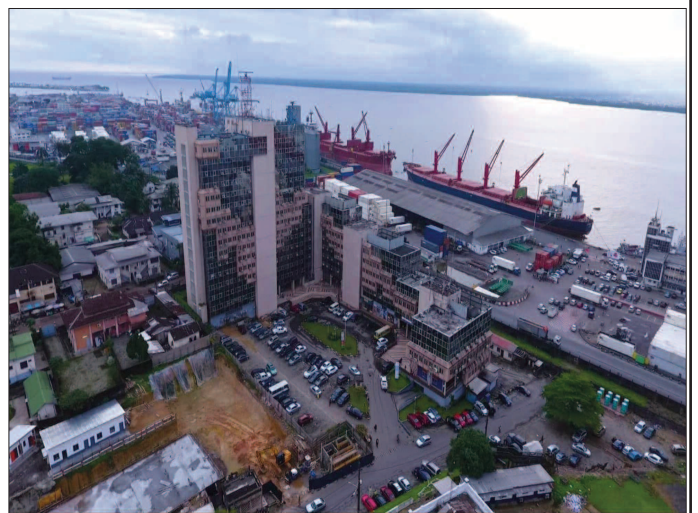
mais aussi de s'assurer que cette modernisation profite pleinement à son économie.

Une réforme aux implications durables

En définitive, la réforme du Pad dépasse largement le cadre technique ou administratif. Elle traduit une volonté politique de reprendre la maîtrise d'un secteur-clé, tout en l'inscrivant dans une dynamique de modernisation et d'intégration régionale. Le projet du quai Boscam, tout comme la réussite de la Régie du remorquage, illustrent les potentialités d'un modèle hybride, combinant initiative publique et investissements privés.

Reste à savoir si cette réforme parviendra à s'imposer dans la durée, face aux résistances et aux défis structurels. Une chose est certaine : au cœur du golfe de Guinée, le port de Douala est en train de redéfinir son rôle, entre ambition nationale et ouverture sur le monde.

Kati Guy Martial



EMILIO MOYO AVORO

L'ascension d'un banquier de terrain à la tête de la Bange Bank/Guinée-équatoriale

Désigné au terme d'un Conseil d'administration extraordinaire le 31 août 2024, Emilio Moyo Avoro prend les rênes de la Banco nacional de Guineaecuatorial (Bange) dans son berceau historique de Malabo, après avoir piloté la filiale camerounaise avec une audace remarquable. Ce pur produit de l'institution succédait ainsi à Manuel Osa Nsue Nsua, appelé à de hautes fonctions gouvernementales. Portrait et enjeux d'une nomination qui consacre l'expertise technique au service d'une ambition panafricaine.



Le 31 août 2024 restera une date charnière pour le paysage financier d'Afrique Centrale. Ce jour-là, alors que Manuel Osa Nsue Nsua quittait son fauteuil de directeur général, après douze années de règne pour devenir Premier ministre de Guinée-équatoriale, les regards se sont tournés vers un homme de confiance, un fin connaisseur des arcanes de la maison : Emilio Moyo Avoro.

Ancien Directeur Général de la filiale camerounaise, Moyo Avoro n'est pas un novice parachuté. Diplômé de l'Université catholique d'Afrique Centrale (Ucac), une pépinière de l'élite financière de la sous-région, il incarne cette nouvelle génération de banquiers africains alliant rigueur académique et pragmatisme de terrain. Sa nomination n'est pas seulement un remplacement ; c'est un signal de continuité stratégique pour un groupe qui ne cache plus ses ambitions continentales, voire mondiales.

L'architecte de l'expansion camerounaise

Pour comprendre le choix du Conseil d'administration, il faut regarder de l'autre côté de la frontière, au Cameroun. Durant son magistère à Yaoundé et Douala, Emilio Moyo Avoro a été le fer de lance d'une offensive commerciale agressive. Sous sa houlette, Bange Bank/Cameroun a densifié son réseau, avec l'ouverture d'une dizaine d'agences, tentant de se faire une place dans un marché hyper-concurrentiel, dominé par des géants locaux et internationaux.

Au-delà des chiffres, c'est par son engagement sociétal que le banquier a marqué les esprits. Le 14 août 2024, à peine deux semaines avant sa promotion à Malabo, il paraphait une convention historique avec le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (Minjec) du Cameroun. Ce partenariat, visant à stimuler l'insertion économique des jeunes via un fonds de garantie, a ancré la Bange comme une banque de développement autant que de dépôt. « Bange se positionne véritablement comme la banque de tous », aimait-il rappeler, soulignant sa volonté de transformer les idées entrepreneuriales en réalités bancables. Cependant, le défi fut de taille. Sur le sol camerounais, la Bange reste un acteur en phase de consolidation, affichant un bilan total de 67,2 milliards Fcfa en 2023. Malgré trois exercices déficitaires liés aux investissements massifs de départ, la vision de Moyo Avoro a permis de poser les jalons d'une institution solide, prête à franchir l'étape de la rentabilité, sous la direction de son futur successeur attendu en septembre.

La sécurité au cœur de la stratégie : le sacre Pci/Dss

Si la croissance est une priorité, la sécurité est le socle sur lequel Emilio Moyo Avoro entend bâtir l'avenir de la Bange. En ce début d'année 2026, l'institution a franchi un palier technologique majeur en obtenant la certification Pci/Dss (Payment card industry Data security standard). Ce label, créé par les géants mondiaux comme Visa et Mastercard, est le « Saint-Graal » de la monétique. Seule une vingtaine de

groupes bancaires en Afrique peuvent se targuer d'avoir atteint ce niveau d'exigence. Pour le nouveau patron de la Bange, cette certification n'est pas qu'un trophée, c'est une arme de dissuasion massive contre la cybercriminalité. « En 2025, la cybercriminalité a généré plus de 10 000 milliards Usd de pertes mondiales. Si c'était une économie, elle serait la troisième mondiale après les États-Unis et la Chine », rappelle Ali El Azzouzi, Dg de Data protect, le cabinet marocain qui a accompagné la Bange.

En pilotant ce projet de longue haleine, Emilio Moyo Avoro a prouvé qu'il comprenait les enjeux de la modernité. Pour les clients, cela se traduit par une garantie absolue : le chiffrement et le cryptage rigoureux des données sensibles, comme le Primary account number (Pan). Dans un continent parfois perçu comme une zone de vulnérabilité numérique, la Bange de Moyo Avoro se dresse en forteresse.

Cap sur l'Afrique de l'ouest et l'Asie

L'arrivée d'Emilio Moyo Avoro à la tête du groupe coïncide avec une phase d'expansion sans précédent. La banque, détenue à près de 60% par l'État équato-guinéen, a vu son capital social multiplié par cinq en deux ans, atteignant désormais 94,30 millions Usd (environ 56 milliards de Fcfa).

Cette puissance de feu financière a un objectif précis : conquérir de nouveaux marchés. Après avoir consolidé ses bases en zone Cémac, la banque lorgne désormais vers l'Afrique de l'ouest, avec une implantation imminente en Côte-

d'Ivoire. Mais l'ambition ne s'arrête pas aux côtes africaines. Sous l'impulsion de sa direction générale et avec le soutien du Pca Martin Crisanto Ebe Mba, la Bange prépare son installation en Chine, marquant ainsi une étape historique pour une banque d'Afrique centrale.

Un leadership de proximité

Ce qui distingue Emilio Moyo Avoro, c'est sa capacité à naviguer entre les sphères de la haute finance et les réalités sociales. Que ce soit aux côtés du gouverneur de la Région du Centre au Cameroun, pour soutenir les jeunes entrepreneurs, ou à Malabo, pour discuter de systèmes de paiement avec des experts internationaux, l'homme conserve la même rigueur.

Il hérite d'une maison solide, mais les défis sont multiples : maintenir la cadence de croissance, tout en assainissant les bilans des filiales les plus jeunes, et transformer la certification Pci/Dss en un avantage concurrentiel, pour attirer une clientèle de plus en plus exigeante sur la sécurité numérique.

En somme, avec Emilio Moyo Avoro, la Bange Bank choisit un technicien qui a fait ses preuves sur le front du développement commercial. Un « vrai banquier », comme le murmurent ses pairs, dont la mission sera de transformer une réussite nationale en un géant panafricain incontesté. L'ère Moyo Avoro ne fait que commencer, et elle s'annonce déjà comme celle de la maturité technologique et de l'audace géographique.

Teudeu Fankam Elodie

LE PRESTIGIEUX BORDEAUX À PORTÉE DE MAIN



Disponible chez



Société MABACA

B.P: 7180 Douala Cameroun Tél : 699664763

DJIDDA MOUSSA OUTHMAN

L'ambassadeur de la République du Tchad au Cameroun entre offensive diplomatique et défis de souveraineté

Depuis son arrivée à Yaoundé en 2023, son excellence Djidda Moussa Outhman orchestre une mutation profonde de la représentation tchadienne au Cameroun. Entre normalisation des relations bilatérales, gestion d'une diaspora influente et le dossier épineux d'un chantier d'ambassade qui s'éternise, le diplomate navigue sur une ligne de crête. Enquête sur une expansion qui mérite que l'on s'y attarde.

Dans les salons feutrés de la diplomatie africaine, Yaoundé est souvent décrite comme la « porte de sortie » indispensable pour N'djamena. Avec plus de 80 % des importations tchadiennes transitant par les ports de Douala et de Kribi, la relation entre le Tchad et le Cameroun dépasse le simple voisinage : elle est vitale. C'est dans ce contexte de haute importance stratégique que son excellence Djidda Moussa Outhman, nommé en 2023, s'est vu confier une mission de stabilisation et d'expansion.

Le « dégel » et la consolidation : l'art de la résilience

Le mandat de l'actuel ambassadeur s'est ouvert sous le signe de la réconciliation. En avril 2023, un différend majeur sur les actifs pétroliers de la Cameroon oil transportation company (Cotco) avait conduit au rappel de l'ambassadeur pour consultation. Ce coup de froid diplomatique, bien que passager, avait souligné la fragilité des équilibres économiques liés au transit de l'or noir.

Le retour de Djidda Moussa Outhman en juin 2023 a marqué une volonté manifeste de tourner la page. Depuis, l'ambassade multiplie les signes de raffermissement. Des rencontres de haut niveau avec le ministère camerounais des Relations extérieures aux échanges stratégiques avec le Centre des Nations-unies pour les Droits de l'Homme (Cnudh-Ac), le diplomate tchadien ne se contente plus de gérer les affaires courantes ; il réoccupe l'espace politique et mé-



diatique.

Le paradoxe du chantier de Bastos : le miroir brisé de l'ambition

Cependant, derrière le dynamisme de l'homme se cache un dossier qui ternit l'éclat de cette expansion : l'inachèvement chronique du complexe diplomatique tchadien au quartier Bastos à Yaoundé. Lancé en octobre 2013, le projet devait initialement être livré en 18 mois. Treize ans plus tard, le bâtiment n'est qu'une carcasse de béton, achevée à peine à 50 %.

Ce chantier à l'arrêt est devenu, malgré lui, un point de repère urbain teinté d'ironie. « Déposez-moi au chantier abandonné de l'ambassade du Tchad », lancent certains passagers aux taxis, au grand dam des diplomates. Sur le plan financier, l'hémorragie est réelle : alors que le coût global du complexe est estimé à plus de 4,5 milliards de Fcfa, seuls 729 millions ont été décaissés. En attendant, l'Etat tchadien s'acquitte d'un loyer mensuel de 1 800 000 Fcfa pour des locaux jugés vétustes et inadaptés aux exigences de la fonction. Une charge qui pourrait s'alourdir dès décembre 2027, le bailleur exigeant désormais une révision à 2 500 000 Fcfa.

Le contraste est frappant : d'un côté, une influence géopolitique croissante ; de l'autre, un siège diplomatique dont les murs de clôture s'affaissent sous le poids des années. Pour la communauté tcha-

dienne au Cameroun, l'achèvement de cet édifice n'est pas qu'une question de confort, c'est une affaire de dignité nationale. « C'est un édifice imposant qui, s'il était fini, renforcerait la crédibilité du Tchad face aux autres puissances présentes à Yaoundé », confie un personnel de la chancellerie.

2025 : l'épreuve du feu de la neutralité

L'autre grand chantier de l'ambassadeur Outhman est celui de la stabilité sociale. Lors de l'élection présidentielle camerounaise d'octobre 2025, la gestion de la colonie tchadienne a été un modèle de prudence diplomatique. Conscient du climat postélectoral parfois électrique, l'ambassadeur a lancé un appel sans équivoque à la neutralité. « Le processus électoral camerounais est une affaire interne. Il est strictement interdit à tout citoyen tchadien de s'impliquer dans les activités ou débats politiques liés à ces élections », martelait le communiqué de l'ambassade le 10 octobre 2025.

En exhortant ses ressortissants à la réserve et au respect des lois du pays hôte, Djidda Moussa Outhman a évité que la diaspora tchadienne ne devienne un facteur de friction. Cette posture de "non-ingérence active" a été saluée par les autorités camerounaises, consolidant l'image d'un Tchad partenaire de la paix régionale.

Un appel au sursaut de N'djamena

Le bilan de l'expansion tchadienne au Cameroun est donc contrasté. D'une part, une diplomatie de terrain efficace, capable de gérer des crises pétrolières et des enjeux de sécurité transfrontalière. D'autre part, une inertie administrative et financière qui laisse un chantier emblématique se dégrader sous le soleil de Yaoundé.

Plusieurs ministres des Affaires étrangères et des Finances se sont succédé sur le site de Bastos, multipliant les promesses sans que les 3,8 milliards de Fcfa restants ne soient mobilisés. Pourtant, le directeur général de l'entreprise en charge des travaux est prêt à reprendre les outils, n'attendant que la régularisation des paiements. L'ambassadeur Djidda Moussa Outhman a prouvé qu'il avait l'étoffe pour porter les ambitions du Tchad. Mais pour que cette expansion soit totale et respectée, elle doit s'incarner dans le béton. Le passage d'un bâtiment loué et délabré à un complexe diplomatique moderne serait le signe définitif que le Tchad ne se contente plus de transiter par le Cameroun, mais qu'il y rayonne pleinement. L'heure est désormais à l'arbitrage des plus hautes autorités à N'djamena. Car en diplomatie, si le verbe est une arme, le siège est le symbole de la puissance.

Kati Guy Martial

DANIEL NGASSIKI

L'architecte d'une diplomatie économique entre Brazzaville et Yaoundé

Economiste de renom, théoricien de la finance et diplomate chevronné, son excellence Daniel Ngassiki incarne, depuis juin 2023, le nouveau visage de la République du Congo au Cameroun. Entre réformes structurelles héritées de son passé à la Béac et concepts novateurs comme l'« Infnitique inclusive », l'homme de 67 ans s'attelle à bâtir une relation bilatérale moderne, ancrée dans la pierre et l'innovation financière.

Le 7 juin 2023, lorsque Daniel Ngassiki franchit le perron du palais de l'Unité pour remettre ses lettres de créance au président Paul Biya, ce n'est pas un inconnu qui s'installe à Yaoundé. Pour ce banquier central de carrière, le Cameroun est une terre familière, presque une seconde patrie professionnelle. Ancien secrétaire général de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Béac), entre 2010 et 2016, il a été l'un des artisans majeurs du redressement de l'institution, après des turbulences historiques, marquant de son empreinte la gouvernance financière de la zone Cémac.

Aujourd'hui, c'est avec la casquette d'ambassadeur extraordinaire et plenipotentiaire de la République du Congo République du Cameroun qu'il revient sur le devant de la scène, succédant à Valentin Ollesongo. Sa mission est claire : transformer la proximité géographique et historique entre le Congo-Brazzaville et le Cameroun en un levier



de croissance mutuelle.

Le « diverseisme » et l'infinitique inclusive : un intellectuel en action

Daniel Ngassiki n'est pas qu'un gestionnaire ; c'est un penseur. Auteur de quatre ouvrages publiés en France, il a théorisé des concepts qui bousculent les paradigmes économiques classiques. Au cœur de sa pensée se trouve l'« Infnitique inclusive », une approche visant à créer des mécanismes de financement innovants pour les Etats africains.

Parmi ses propositions phares figurent les « actions souveraines de préférence ». Ce concept propose que l'Etat puisse émettre des titres sans droit de vote, pour mobiliser des ressources sans diluer sa souveraineté. Une piste de réflexion qu'il porte en étendard à travers la Fondation Infnitiqueinclusive dont il est le président d'honneur. A cela s'ajoute son éloge du « diverseitéisme », une philoso-

phie prônant la diversité comme richesse absolue, qu'il applique désormais à la diplomatie pour favoriser le brassage des compétences et des cultures entre les deux pays.

L'ambassade de demain : ancrer le Congo à Bastos

L'un des dossiers prioritaires de son magistère est éminemment concret : donner au Congo une chancellerie digne de son rang. Le 5 décembre 2025, Daniel Ngassiki a été reçu en audience par le ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (Mindcaf), Henri EyebéAyissi. L'ordre du jour était stratégique : l'octroi d'un terrain destiné à la construction de la future ambassade du Congo à Yaoundé.

Actuellement située dans le quartier résidentiel de Bastos, la représentation congolaise aspire à disposer d'un complexe moderne et fonctionnel, reflet du dynamisme des échanges

entre les deux capitales. « Une représentation diplomatique moderne est le miroir de la vitalité de nos relations fraternelles », a souligné l'ambassadeur, lors de ses échanges avec le ministre camerounais.

Ce projet de construction n'est pas qu'une affaire de briques et de mortier ; il s'inscrit dans une volonté de pérenniser la présence congolaise et de faciliter les services consulaires pour une diaspora de plus en plus active.

Une vision transfrontalière et décentralisée

Au-delà des salons feutrés de Yaoundé, Daniel Ngassiki croit fermement à la coopération décentralisée. Sous son impulsion, des initiatives de jumelage entre Communes camerounaises et congolaises voient le jour, visant à dynamiser le commerce transfrontalier et les échanges socioculturels.

Que ce soit à travers le soutien aux entrepreneurs de la diaspora ou la facilitation des accords de partenariat économique, l'ambassadeur mise sur une diplomatie de terrain. Sa méthode ? Allier l'expertise technique du financier à la finesse du diplomate, pour lever les barrières administratives qui freinent encore l'intégration régionale.

En mêlant innovation intellectuelle, rigueur budgétaire et projets infrastructurels, Daniel Ngassiki ne se contente pas de représenter le Congo : il dessine les contours d'une diplomatie africaine nouvelle, où l'économie et la pensée souveraine marchent main dans la main.

Memouna S. Colette

JEANNETTE MARCELLE GOTCHANGA, AMBASSADEUR DE LA RCA AU CAMEROUN

Une méthode managériale au service du rapprochement entre Bangui et Yaoundé

Nommée en septembre 2022 ambassadrice de la République centrafricaine au Cameroun, son excellence Jeannette Marcelle Gotchanga, née Betizamo, s'impose progressivement comme une figure-clé du renforcement des relations bilatérales entre Bangui et Yaoundé. Diplomate chevronnée, elle incarne une approche moderne et structurée de la gestion diplomatique, combinant rigueur administrative, sens du dialogue et vision stratégique.



Dès sa prise de fonction, la diplomate centrafricaine a placé au cœur de son action le raffermissement de l'axe Yaoundé-Bangui, considéré comme essentiel pour la stabilité et le développement de la sous-région. À travers des échanges soutenus avec le ministère camerounais des Relations extérieures, elle a œuvré à redynamiser les liens politiques et économiques entre les deux pays, dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires et économiques persistants.

Mais au-delà de la diplomatie classique, Jeannette Marcelle Gotchanga se distingue par une méthode managériale axée sur la collaboration et l'inclusion. Convaincue que la coopération ne peut être efficace sans une synergie entre les acteurs publics et privés, elle a multiplié les rencontres avec des organisations régionales,

notamment l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada). Cette démarche vise à renforcer le tissu économique centrafricain et à favoriser une meilleure intégration du pays dans les mécanismes juridiques et économiques régionaux.

Sa vision s'inscrit également dans une dynamique d'ouverture aux enjeux contemporains, notamment ceux liés au genre et à la gestion des conflits. Forte d'une expérience acquise sur plusieurs terrains diplomatiques, dont un passage en tant que chargée d'affaires a.i. en Côte-d'Ivoire, elle met un accent particulier sur la prévention des crises et la promotion d'un leadership inclusif. Cette orientation contribue à repositionner la diplomatie centrafricaine comme un acteur engagé dans les problématiques de développement humain.

Un autre volet important de son action concerne la gestion

de la diaspora centrafricaine au Cameroun. Consciente du rôle stratégique de cette communauté dans le développement économique et social de son pays, elle a supervisé la restructuration de sa représentation au sein du Conseil économique et social. Ce processus, marqué par une volonté de transparence et de renouvellement, vise à renforcer la participation des diasporas aux politiques publiques et à canaliser leur potentiel d'investissement.

Sur le plan économique, l'ambassadrice s'est également illustrée par ses efforts pour stimuler les échanges commerciaux entre les deux pays. En facilitant le dialogue entre opérateurs économiques et institutions, elle contribue à créer un climat favorable aux investissements et au développement de partenariats durables. Cette approche pragmatique traduit une volonté claire : faire de la coopération bilatérale un levier

concret de croissance.

En avril 2025, sa visite auprès de l'Ohada a une nouvelle fois illustré son engagement à renforcer les capacités institutionnelles et juridiques de la République centrafricaine. En s'appuyant sur des cadres régionaux solides, elle entend consolider les bases d'un environnement des affaires attractif et sécurisé.

Au fil de ses initiatives, Jeannette Marcelle Gotchanga imprime ainsi une marque singulière à la diplomatie centrafricaine au Cameroun. Sa méthode, fondée sur l'écoute, la coordination et la projection stratégique, contribue à redéfinir les contours de la coopération entre les deux pays.

Dans une région où les enjeux de stabilité, de développement et d'intégration sont plus que jamais d'actualité, son action apparaît comme un exemple de diplomatie proactive, capable de conjuguer intérêts nationaux et ambitions régionales.

Noumbissi Moïse